

# Aide à l'achat d'un récupérateur d'eau de pluie REGLEMENT

## Nature de l'aide

Afin de favoriser le stockage et l'utilisation de l'eau de pluie, la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle (CCPA) met en place une aide financière pour l'achat d'un récupérateur d'eau de pluie.

## Référence

Délibération n°13922 du 7 juillet 2022 du Conseil Communautaire approuvant l'aide à l'achat de récupérateurs d'eau de pluie.

## Conditions d'attribution

Les conditions d'éligibilité à remplir par les bénéficiaires pour attribution de l'aide financière sont les suivantes :

- Être majeur
- Habiter sur le territoire de la CCPA.
- Disposer d'un espace suffisant pour installer un récupérateur d'eau de pluie à usage extérieur : balcon, cour ou jardin.
- Acheter un récupérateur d'eau pluie neuf dans un commerce situé sur le territoire de la CCPA à partir du 30 juillet 2022.  
Sont exclus du dispositif d'aide financière : les achats sur internet, les achats hors territoire de la CCPA, les achats d'occasion, les dispositifs de suppressions.
- Subvention limitée à un récupérateur maximum par foyer et par demande

## Montant de l'aide

Participation à hauteur 50% du prix d'achat, subvention plafonnée à 100 € TTC

L'aide est versée dans le respect du budget alloué. Si le nombre de dossiers de demande d'aide financière engendre pour la CCPA un dépassement du budget alloué, les dossiers, non traités seront inscrits pour l'année suivante selon l'ordre d'enregistrement à la CCPA.

En fonction des crédits alloués lors du vote du budget, les dossiers non-traités pourront être inscrits prioritairement l'année suivante.

## Procédure

Afin d'effectuer la demande d'aide financière, le bénéficiaire doit adresser un dossier de demande d'aide à l'achat d'un récupérateur d'eau dûment complété daté et signé à la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle :

- A l'accueil aux jours et heures d'ouverture au public
- Par envoi postal à l'adresse suivante :

**Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle**  
**117 rue Pierre Passemard**  
**69210 L'Arbresle**

- ou par email :  
[transition.ecologique@paysdelarbresle.fr](mailto:transition.ecologique@paysdelarbresle.fr)

Le dossier de demande de subvention doit contenir les éléments suivants :

- Formulaire de demande d'aide
- Facture du récupérateur d'eau comprenant la cuve de stockage et les équipements annexes (pièces de raccordement, robinet, socle et couvercle...);
- Justificatif de domicile daté de moins de trois mois;
- Relevé d'Identité Bancaire (le nom doit être identique au nom inscrit sur le formulaire);

Si l'une des pièces justificatives était manquante, le dossier sera considéré comme incomplet. La CCPA se réserve le droit de réclamer les documents manquants. L'absence de réponse de la part du demandeur dans un délai de deux mois à réception de la demande de complément sera considérée comme un abandon de la demande d'aide financière.

Le demandeur recevra un accusé réception du dépôt de sa demande.

Après réception du dossier réputé complet, la CCPA étudiera le dossier, et enverra un courrier au bénéficiaire pour prononcer l'avis favorable d'attribution de l'aide financière. Le montant de l'aide sera ensuite versé par le trésor public sur le compte du bénéficiaire.

L'absence de réponse de la CCPA dans un délai de deux mois après réception de la demande vaudra rejet de la demande L231-4 du code des relations entre le public et l'administration.

## Données personnelles collectées et traités

En sa qualité de responsable de traitement des données personnelles, la CCPA veille à se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles.

C'est pourquoi, les données personnelles collectées font l'objet de traitements par la CCPA pour l'aide à l'achat de récupérateur d'eau.

Les informations personnelles ont été transmises lors du dépôt de la demande de subvention sur le site internet du service/par courrier/par mail.

Seules les données personnelles nécessaires au bon fonctionnement de traitements proposés sont collectées et utilisées. Il s'agit du respect des principes de proportionnalité, de finalité et de minimisation des données. A ce titre, les catégories d'informations que nous pouvons être amenés à collecter :

- Des informations relatives à votre identification et contact
- Des données de connexion, d'identification ou d'authentification pour des services en lignes

#### BASES LEGALE ET FINALITES DE TRAITEMENT :

Les traitements des données à caractère personnel recueillies font l'objet d'un traitement physique et informatique ayant pour base légale l'intérêt légitime poursuivi par la CCPA lorsqu'elle poursuit les finalités suivantes :

- Création de dossier d'un dossier de demande de subvention
- Attribution et versement d'une subvention
- Statistiques du service (données anonymisées)

#### 11.3. UTILISATEURS ET DESTINATAIRES DE CES DONNEES PERSONNELLES :

Les données personnelles enregistrées dans la base de données « Bénéficiaires d'une subvention Transition – Récupérateur d'eau » et CIRIL Finances sont accessibles au personnel dûment habilité de la CCPA et ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires suivants et uniquement lorsque l'accompagnement le justifie :

- TRESORERIE

Sur décision de la présidence et/ou de la direction de la CCPA, responsable de traitement, les données extraites de la base de données ou de CIRIL peuvent être communiquées aux organismes partenaires et aux élus des collectivités territoriales dans le cadre d'une convention et dans la limite strictement nécessaire à l'exercice de leurs missions Transition écologique, et seulement dans ce but.

#### DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES :

La CCPA ne conserve les données que pour la durée nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées ainsi que dans le respect de la réglementation en vigueur.

A cet égard, il est recommandé à l'utilisateur de se reporter à la politique de conservation des données de la CCPA disponibles par email et dans ses locaux afin de connaître les détails de l'ensemble des durées de conservations des données.

#### SECURITE DES DONNEES PERSONNELLES :

La CCPA met en place toutes précautions utiles et mesures organisationnelles et techniques appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté pour préserver la confidentialité et la sécurité des données personnelles traitées et empêcher qu'elles ne soient déformées,

endommagées, détruites ou que des tiers non autorisés y aient accès.

#### DROITS DES PERSONNES :

Le demandeur bénéficie de droits sur ses données personnelles, à savoir :

- D'un droit d'opposition à tout moment en cas notamment de contestation de la légitimité des motifs poursuivis par le responsable du traitement (dans les conditions de l'art. 21 RGPD) ;
- D'un droit d'accès auprès du responsable du traitement aux fins de contrôle et de vérification (dans les conditions de l'art. 15 RGPD) ;
- D'un droit de rectification des données inexactes (dans les conditions de l'art. 16 RGPD) ;
- D'un droit à l'oubli (dans les conditions de l'art. 17 RGPD) ;
- D'un droit à la limitation du traitement (dans les conditions de l'art. 18 RGPD) ;
- D'un droit à la portabilité des données auprès d'un autre responsable du traitement (dans les conditions de l'art.20 RGPD).

Enfin, il dispose également des droits suivants :

- D'un droit à être informé dans un délai d'un mois des mesures prises à la suite d'une demande (dans les conditions de l'art. 12 RGPD) ;
- D'un droit à être informé des actes de rectification, d'effacement ou de limitation (dans les conditions de l'art. 19 RGPD) ;
- D'un droit d'être informé dans les meilleurs délais en cas de violation de données susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits ou libertés (dans les conditions de l'art. 34 RGPD).

#### EXERCICE DES DROITS ET RECLAMATION :

Ces droits peuvent être exercés en s'adressant au Délégué à la Protection des Données de l'organisme (DPO), à savoir Alexandre COUGNENC, via l'adresse suivante : alexandrecougnenc@t-s-consulting.fr

S'il estime après avoir contactés la CCPA ou le DPO que ses droits ne sont pas respectés, le demandeur peut adresser une réclamation à :

CNIL  
8 rue de Vivienne  
75083 PARIS cedex 02  
tel : 01 53 73 22 22  
www.cnil.fr

#### Entrée en vigueur et durée du présent règlement

---

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 30 juillet 2022.